

Le prix d'une Suisse à 10 millions

INITIATIVE DE L'UDC Le Conseil fédéral, les cantons et les partenaires sociaux ont lancé hier leur campagne contre le plafonnement de la population, qui menacerait, selon eux, les accords bilatéraux, l'économie et la sécurité du pays

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

La scène est inhabituelle. Pour expliquer en quoi l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» représenterait un danger pour le pays, le conseiller fédéral Beat Jans, chargé de l'Immigration, s'est entouré hier des cantons et des principaux partenaires sociaux du pays. Syndicats et organisations patronales – souvent opposés dans les débats politiques – ont affiché un front commun contre le projet de l'UDC. Une configuration que l'on n'avait guère vue depuis la campagne sur l'initiative UDC contre l'immigration de masse en 2014.

Cette «union sacrée» traduit la gravité avec laquelle milieux politiques, économiques et syndicaux perçoivent le texte soumis au vote le 14 juin. Tous ont martelé le même message: l'initiative ne se contenterait pas de plafonner la population suisse à dix millions d'habitants d'ici à 2050, elle risquerait surtout de fragiliser l'édifice des accords bilatéraux avec l'Union européenne.

Pour Beat Jans, le texte reviendrait à «conduire la Suisse sur une voie de garage. Cette initiative ne résout aucun problème, elle en crée de nouveaux», a-t-il insisté, dénonçant «des promesses vides» qui menaceraient directement la prospérité et la sécurité du pays. Car dès que la population atteindrait 9,5 millions d'habitants – ce qui pourrait arriver d'ici à cinq ans – la Suisse devrait prendre des mesures mettant en péril la libre circulation des personnes. Or toucher à cet accord signifierait déclencher la clause guillotine. «Si la libre circulation tombe, les autres accords des bilatérales I tombent aussi», a rappelé le ministre. Les conséquences seraient lourdes: pertes économiques chiffrées en milliards et difficultés accrues pour les entreprises.

Beat Jans a également évoqué un risque d'isolement dans la politique d'asile. Sans les accords de Dublin et de Schengen, la Suisse deviendrait selon lui «une île au milieu de l'Europe». Les autorités ne pourraient plus renvoyer cer-



Conférence de presse hier à Berne avec (de gauche à droite) Fabio Regazzi, Severin Moser, Markus Dieth, Beat Jans, Pierre-Yves Maillard, Adrian Wüthrich (président de Travail.Suisse) et Oliver Washington (chef de la communication au Département fédéral de justice et police). (PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)

tains requérants vers d'autres pays européens et perdrait l'accès aux bases de données policières européennes, ce qui rendrait «nos forces de sécurité en partie aveugles face aux réseaux criminels».

Cantons et entreprises inquiets

Les cantons voient, eux aussi, dans cette initiative une menace pour leur autonomie. Pour Markus Dieth, président de la Conférence des gouvernements cantonaux, imposer un plafond démographique national reviendrait à centraliser une question qui relève aujourd'hui largement de réalités régionales. «Nous, les

«Dans un monde déjà instable, nous ne pouvons pas ajouter encore de l'incertitude»

BEAT JANS, CHEF DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE

cantons, représentons l'unité dans la diversité», a-t-il rappelé, soulignant que certaines régions connaissent une forte croissance tandis que d'autres font face au vieillissement ou à l'exode rural. Du côté des employeurs, l'in-

quiétude est tout aussi vive. Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers, rappelle que plus de 99% des entreprises suisses sont des PME. Beaucoup peinent déjà à recruter. «Dans la construction, l'artisanat, la restauration ou les soins, les entreprises cherchent désespérément du personnel qualifié», a-t-il expliqué.

Dans un contexte de vieillissement démographique, la pénurie de main-d'œuvre risque encore de s'aggraver. Sans immigration, il manquerait entre 20 000 et 30 000 travailleurs par an, selon lui. Le président de l'Union patronale suisse, Severin Moser, abonde dans le même sens: «La

réalité démographique ne peut pas être neutralisée par un article constitutionnel.»

Patrons et syndicats: convergence rare

Les syndicats dressent un diagnostic similaire, mais pour des raisons partiellement différentes. Pour Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse, l'initiative intervient au pire moment: celui où le «papy-boom» remplace le baby-boom. Une grande partie de la population arrive à la retraite alors que l'économie a besoin de jeunes actifs. «L'AVS fonctionne parce qu'un grand nombre de personnes actives cotisent», rappelle-t-il.

Réduire fortement l'immigration affaiblirait ce financement. Selon les syndicats, les rentes du deuxième pilier pourraient diminuer d'environ 2000 francs par an si l'initiative était appliquée.

Malgré leurs divergences idéologiques, patrons et syndicats convergent donc sur plusieurs points essentiels: la nécessité de maintenir les accords bilatéraux, l'importance de la main-d'œuvre étrangère et le risque d'un choc démographique pour les assurances sociales.

La revanche politique de l'UDC

Si ce front est aussi large, c'est aussi parce que l'initiative s'appuie sur des préoccupations bien réelles d'une partie de la population: pénurie de logements, loyers en hausse, embouteillages ou trains bondés. Le pari de l'UDC est de répondre à ces frustrations en s'attaquant à ce qu'elle considère comme leur cause principale: l'immigration et la libre circulation. En ce sens, le projet de l'UDC s'inscrit dans le prolongement de la votation sur l'immigration de masse de 2014, dont le parti estime que la mise en œuvre a été insuffisante.

La réponse des opposants se veut plus mesurée. Au lieu de promettre une baisse rapide de l'immigration, ils mettent en garde contre les conséquences d'une rupture avec l'Union européenne et contre un affaiblissement du modèle économique et social suisse. En somme, deux récits s'affrontent: celui d'un pays sous pression démographique qui veut reprendre le contrôle de sa croissance, et celui d'un pays prospère dont l'équilibre dépend précisément de son ouverture. Comme l'a résumé Beat Jans hier devant la presse: «Dans un monde déjà instable, nous ne pouvons pas nous permettre d'ajouter encore de l'incertitude». ■

SUR LE WEB



En graphiques
«Pas de Suisse à 10 millions!»: au-delà du slogan, que disent réellement les chiffres?